**Déclaration de l'UNSA éducation**

**au CTSD du 08 octobre 2018**

Monsieur l’Inspecteur d’Académie

Mesdames, messieurs les membres du CTSD,

Comme cela devient une déplorable habitude pour ce gouvernement, c’est par une interview exclusive et surprise un dimanche soir de septembre, que Jean-Michel Blanquer a levé le voile du budget 2019 pour l’Éducation nationale : Avec 2 650 postes d’enseignant·e·s et 400 de personnels administratifs supprimés, c’est une nouvelle dégradation des conditions d’études des élèves et de travail des personnels qui est programmée.

Malgré les explications du ministre pour tenter de transformer ces suppressions en bonne nouvelle, avec l’annonce d’une priorité au primaire et d’un maintien des taux d’encadrement dans le second degré via une augmentation des heures supplémentaires (la 2ème HSA redevenant obligatoire), la décision budgétaire va encore un peu plus compromettre la confiance des personnels comme de la population dans les orientations de l’exécutif.

 Ces réductions budgétaires sont de mauvais signaux alors que des chantiers importants sont ouverts telle la réforme du bac général et technologique, la transformation de la voie professionnelle ou la réforme territoriale. Plus que des paroles, il nous faut des actes pour garantir que les transformations à venir visent bien des améliorations pour les élèves et les personnels et pas uniquement des diminutions de postes.

Pour notre département, l’Unsa-éducation réclament les mêmes garanties. Durant l’année scolaire passée, en CTSD, en CHSCTD, au CDEN nous n’avons eu de cesse de vous alerter, parfois vigoureusement, sur la situation de nos collègues concernés par la fermeture de 2 collèges, Pablo Neruda à Evreux et Pierre Mendès France à Val de Reuil. Nos craintes se sont révélées parfaitement fondées : les collèges d’Evreux sont dans l’incapacité d’accueillir tant de nouveaux élèves et de nouveaux collègues dans des conditions optimales. Les travaux entamés, et parfois inachevés, par la collectivité ne pourront cacher encore longtemps cette situation que nous dénonçons depuis le début et que le CHSCTD a pu vérifier de ses yeux il y a peu. Comment construire l’avenir de nos élèves, lorsque ces derniers doivent passer leurs heures d’étude assis par terre dans la cour faute de salles disponibles ? Comment permettre à des collègues arrachés à un établissement dans lequel ils s’étaient investis, de travailler sereinement en changeant de salle 5 à 10 fois par semaine ?

Parce que nous avons à cœur la réussite de tous nos élèves, l’Unsa-Education demande l’abandon d’une logique purement comptable, que cela soit au niveau national ou au niveau départemental, au profit d’une politique réfléchie et proche du terrain qui permettra l’épanouissement de tous, des élèves d’abord, mais aussi bien sûr des personnels.